

"Impossible absence - Qui lancera l'alerte ?" : Un appel à défendre la culture

mercredi 27 janvier 2010

Les animateurs de la revue trimestrielle "Cassandra" (Culture, Politique et Société) ont lancé le 27 janvier 2010 cet appel pour lutter contre le démantèlement, selon eux en cours, du service public de la culture au nom du libéralisme économique et d'une vision des choses purement quantitative et utilitariste.

L'absence actuelle de vrai débat public sur la place de l'art et de la culture dans notre société est un symptôme historique extrêmement inquiétant.

Elle annonce, pour la première fois depuis la Libération, le risque d'abandon d'une part fondamentale de l'histoire de notre pays.

Une part de notre histoire dont est issue la valeur accordée aux choses de l'esprit, à travers notre littérature, notre théâtre, les arts et leur circulation, dans la vision du monde que nous partageons et la place que nous avons su leur donner dans notre vie réelle. Cette absence fait planer la menace d'une défaite devant l'invasion délétère de l'esprit marchand imposée par ce que l'on nomme « globalisation ».

Les politiques qui refusent l'ordre néolibéral doivent le comprendre : non seulement la culture - au sens le plus large du mot -, est un enjeu fondamental de civilisation, mais c'est aussi pour eux un atout politique majeur.

Comme le dit le grand dramaturge Edward Bond, « que nous resterait-il aujourd'hui des Grecs s'ils ne nous avaient laissé une philosophie, un théâtre, une mythologie, des temples, des statues ? » Autrement dit un immense arrière-plan artistique et culturel créé à partir d'outils symboliques : une langue, des codes, des signes qui nous relient à une mémoire commune, à une volonté d'être ensemble et de rencontrer l'autre, de se frotter à l'inconnu, qui nous constituent en tant qu'êtres pensant, rêvant, imaginant, désirant, créant, construisant l'improbable avenir.

Ce sont ces outils qui nous permettent de nous penser, de nous ressentir, autrement qu'en tant que consommateurs ou marchands...

Notre histoire récente fut traversée de soubresauts où cette aspiration - ce désir collectif, parfois confus, souvent éclatant et vibrant - s'est manifestée. Des outils ont été construits avec le Conseil National de la Résistance. C'est ce que l'on appelle « le service public de la culture ». Il ne s'agit, en réalité, de rien d'autre que la manifestation concrète, politique, d'une volonté de donner à l'esprit sa vraie valeur dans la collectivité.

Ce service public, qui en France fut incarné par un ministère de la Culture, est en passe d'être démantelé.

Deux événements peu commentés, font figure de symptôme.

Au moment précis où plusieurs études alertent sur la désaffection de la lecture parmi les jeunes Français, la direction du Livre du Ministère a été supprimée l'automne dernier ; celles du théâtre, de la musique, de la danse et des arts plastiques ont depuis subi le même sort. Dans le cadre d'une révision générale des politiques publiques qui veut tout soumettre, y compris l'inquantifiable, à la « rationalité économique », l'ensemble des directions artistiques sont réduites à une Direction générale de la création artistique, coincée entre une Direction des patrimoines et celle des médias et des industries culturelles. On peut craindre que l'art ne soit plus la priorité de ce ministère...

La même rationalité économique a présidé aux débats du Forum d'Avignon : « économie et culture », présenté comme un « Davos de la culture ». Le symbole est fort. Au moment où la « crise » prouve l'inanité des dogmes néolibéraux qui dominent l'Europe, la culture devient l'ultime nappe phréatique où puiser, au service d'intérêts qui lui sont totalement étrangers.

Quel crédit porter à une « économie créative » initiée par des dirigeants d'entreprises comme Nicolas Seydoux, Didier Lombard et Axel Ganz ? Que peut véhiculer une telle « culture », réduite et instrumentalisée par les impératifs d'une « économie de la connaissance ? »

Dans l'Europe néolibérale, un faisceau de signes innombrables converge vers la destruction de ce que nous appelons l'humain. Brutalité d'une main, propagande de l'autre, encouragement général à cesser de penser et échanger. Cet encerclement qui concerne tous les aspects de nos vies tend à faire de chacun un individu dénué de sens collectif. On peut s'inquiéter de ce qu'il adviendrait d'une civilisation déjà très altérée par un individualisme stérile, une fois amputée de ce qu'il lui reste de capacité à utiliser le symbole comme moyen d'échange et de construction d'une richesse culturelle commune.

À leur échelle, de nombreuses collectivités territoriales, avec des politiques qui prennent en compte différents niveaux de l'action artistique et culturelle et pallient les désengagements de l'État, tentent de résister à ce rouleau-compresseur. Comment pourront-elles agir demain, face à un gouvernement qui risque de les priver de toute marge de manœuvre en leur déniaient la compétence culturelle ?

Il est temps de l'affirmer : nous avons ici des valeurs essentielles à défendre et à promouvoir.

Ces valeurs, ne doivent pas, sous peine d'effacement, se soumettre à la tyrannie du chiffre. Voici un débat public qui mérite vraiment d'être ouvert !

27 janvier 2010.

Pour d'autres infos, consulter la liste des signataires et signer soi-même :
www.horschamp.org/spip.php?article3211

Copyright © Site de l'Association Adéquations - <http://www.adequations.org/spip.php?article1305>